DATE ET LIEU DE LA SEPTIÈME SESSION DE LA COMMISSION AINSI QUE DE LA TROISIÈME SESSION DU COMITÉ DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Résolution adoptée le 20 mai 1950 (E/CN.11/258)

La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient,

Ayant présente à l'esprit sa décision prise à sa cinquième session de tenir une session plénière à Lahore, et

Prenant note de la recommandation que le Conseil économique et social a formulée à cet effet [résolution du Conseil 270 C (X)],

Exprime ses vifs remerciements au Gouvernement du Pakistan pour son invitation ;

Décide : 1) que sa septième session se tiendra à Lahore au mois de février 1951 ;

2) Que la troisième session du Comité de l'industrie et du commerce se tiendra à Lahore, immédiatement avant la session de la Commission.

ADOPTION DU RAPPORT DU COMITÉ DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Résolution adoptée le 20 mai 1950 (E/CN.11/259)

La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient,

Ayant examiné le rapport du Comité de l'industrie et du commerce (E/CN.11/239),

Félicite le Comité des progrès accomplis par lui, et Adopte ce rapport.

SIXIÈME PARTIE. — APPRÉCIATION GÉNÉRALE DES RÉSULTATS OBTENUS PAR LA COMMISSION ET PAR LE SECRÉTARIAT AU COURS DE L'ANNÉE CONSIDÉRÉE

373. Les travaux de la Commission et de son secrétariat au cours de la période considérée ont été marqués par de nouveaux progrès importants vers l'exécution des tâches confiées à la Commission. Il était sans doute inévitable qu'au cours des deux premières années de son existence, une grande partie de ses travaux fût consacrée à des investigations préliminaires visant plutôt à définir en termes très généraux les grands problèmes du relèvement et du développement économiques qu'à considérer telle ou telle question dans ses détails ou à proposer pour chacun d'eux certaines solutions. Au cours de l'année écoulée, toutefois, cette délimitation graduelle de son champ d'activité s'est faite plus précise et l'institution du Sous-Comité de l'industrie et du commerce et d'autres organismes subsidiaires a bien démontré la volonté de la Commission de s'attaquer d'une manière concrète à certains problèmes particuliers. La création du Sous-Comité du fer et de l'acier, la Conférence des experts en matière de transports intérieurs, la création du Sous-Comité spécial des voyages et le rapport présenté par un Groupe de travail sur les problèmes du tourisme indiquent bien que des progrès importants ont été faits et que la Commission est en train de passer des généralités à l'étude technique de questions bien définies.

374. Au cours de cette période le secrétariat, conformément aux instructions que lui avaient données la Commission et ses organismes subsidiaires, a entrepris un certain nombre d'études fort utiles et établi divers rapports sur des aspects particuliers du développement économique. Plusieurs de ces rapports présentent, pour des données économiques intéressant la région, des aperçus généraux et des évaluations introuvables ailleurs sous une forme comparable. C'est aux gouvernements des différents pays de la région qu'il incombe de faire usage de cette documentation. Il est à espérer qu'ils se rendront compte de sa valeur et qu'ils s'en serviront comme il convient lorsqu'il s'agira pour eux d'établir leurs plans de développement économique. Il y a peu de temps encore, rien ne semblait indiquer à première vue que ces gouvernements attachassent quelque valeur

à ces études ni qu'ils eussent l'intention de les utiliser, mais récemment on a pu constater avec plaisir que plusieurs gouvernements y attachent de l'importance et qu'elles leur apportent un concours très utile. Peut-être y eut-il par le passé une certaine tendance à demander au secrétariat des études qui, si elles étaient intéressantes du point de vue économique ou général, ne se rattachaient pas directement aux plans effectivement adoptés par ces pays. Mais on dirait que la nécessité de rattacher les études entreprises à l'échelle régionale au plan économique de chaque pays commence à être mieux comprise. Les doléances de certains pays qui se plaignaient de la somme de travail que leur imposaient les questionnaires du secrétariat, sont depuis quelques mois devenues moins fréquentes, d'une part, parce que le secrétariat a changé de méthode et puise maintenant certains renseignements dans des publications connues, les gouvernements étant simplement priés de vérifier les données ainsi obtenues et, d'autre part, parce que le secrétariat a envoyé certains de ses membres sur place pour aider ces gouvernements à rassembler les données nécessaires. Il n'en reste pas moins souhaitable que les différents gouvernements tiennent compte de cet aspect du problème avant de demander au secrétariat d'entreprendre de nouvelles études qui n'auraient pas d'application pratique immédiate.

375. Sur un troisième point encore, le secrétariat a pu accomplir des progrès sensibles. Il a pu apporter des concours directs à certains pays de la région, notamment dans le domaine de la lutte contre les inondations (grâce à l'activité du Bureau de l'hydraulique fluviale créé en 1949), dans celui de l'expansion commerciale et en fournissant des avis en matière de développement industriel. Les différents pays intéressés attachent une grande valeur aux concours qui leur sont ainsi fournis et la Commission estime qu'il existe là un champ où elle pourrait considérablement étendre son activité.

376. Les débats de la Commission au sujet des problèmes communs à cette région ont aussi eu ce résultat précieux entre tous d'engager les pays membres à s'accorder mutuellement l'usage des divers centres d'instruction et